



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

- APPEL D'OFFRES OUVERT DE MAÎTRISE D'ŒUVRE -

Rénovation des couvertures des bâtiments D et
Central de l'Hôtel Dieu - Préfecture de Rouen

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pouvoir Adjudicateur	PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME
Adresse	7 Place de la Madeleine - CS 16036 76036 ROUEN CEDEX
Référent	Secrétariat Général Commun Départemental Pascal BRIA
Email	pascal.bria@seine-maritime.gouv.fr
Référence marché	
N° engagement	

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché public de maîtrise d'œuvre concernant :

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation complète des couvertures des
bâtiments D et Central de l'Hôtel Dieu de Rouen**

Programme détaillé :

- Surface toiture : Ensemble des couvertures des bâtiments D et Central
- Réfection charpentes : Traitement xylophages, renforcements bois traditionnel, mise aux normes
- Couvertures ardoises : Dépose sélective, réemploi partiel, fourniture neuve, pose traditionnelle
- Zinguerie/Étanchéité : Zinc naturel, plomb, cuivre, évacuation EP redimensionnée
- Ouvrages spéciaux : Fenêtres de toit, lucarnes, souches cheminées, épis décoratifs
- Installation chantier : Échafaudages patrimoine avec parapluie étanche

La description complète de la prestation est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Type et forme du marché

Il s'agit d'une mission complète de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et suivants du Code de la Commande Publique et articles L2171-7 à L2171-10 pour les missions de maîtrise d'œuvre, portant sur une opération de rénovation de bâtiment Monument Historique inscrit.

Procédure retenue : Appel d'offres ouvert

Décomposition en tranches et lots

La consultation n'est pas allotie compte tenu de l'unité fonctionnelle et technique de l'opération, des interfaces fortes entre tous les corps d'état, et de la nécessité d'une coordination globale des interventions sur un monument historique en site occupé.

Particularités de l'opération

Contraintes patrimoniales :

- Monument Historique : Ensemble inscrit ISMH depuis le 11 mars 1932
- Autorisation préalable DRAC obligatoire + contrôle ABF
- Techniques traditionnelles privilégiées
- Procédures de validation matériaux et points d'arrêt

Contraintes d'exploitation :

- Site occupé en permanence (Préfecture en activité- env.500 agents /jour + 1000 visiteurs/an)
- Phasage obligatoire en 3 zones successives
- Coactivité, selon le calendrier, avec les travaux de l'église de la Madeleine
- Préservation de l'isolation récente (soufflage 2022)

Forme juridique de l'attributaire

Groupements autorisés : Oui Forme imposée : Groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire Mandataire obligatoire : L'architecte sera obligatoirement mandataire du groupement Restrictions de participation :

- Un candidat ne peut être mandataire de plusieurs groupements
- Participation à plusieurs groupements interdite sauf compétences patrimoine
- L'architecte mandataire conserve la responsabilité du choix de ses cotraitants

Contenu des éléments de mission

Les missions sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières et établies en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Éléments de mission de base :

Code	Libellé
DIAG/APS	Phase initiale : Diagnostics complémentaires et Avant-Projet Sommaire
APD	Études d'Avant-Projet Définitif (compris DP)
PRO/DCE	Études de Projet et Dossier de Consultation des Entreprises
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA/EXE	Visa des études d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu
Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Code	Libellé
AOR	Assistance aux opérations de réception

Missions complémentaires :

- **OPC** : Ordonnancement, Pilotage et Coordination
- **Interface ABF/DRAC** : Coordination avec les organismes patrimoniaux

Note : Il n'y aura pas de phase esquisse (ESQ). Une phase initiale combinant diagnostics complémentaires et APS sera à prévoir.

L'ouvrage appartient à la catégorie "Rénovation de bâtiment

- Monument Historique".

ARTICLE 2- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
2. Les actes spéciaux éventuels de sous-traitance et leurs décisions modificatives postérieures à la notification du marché, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
3. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
5. Le programme de l'opération (programme technique détaillé et annexes)
6. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
7. Le bordereau des prix unitaires (BPU), le cas échéant
8. Les questions et réponses formulées pendant la consultation
9. Les documents additifs communiqués pendant la consultation
10. Les consignes et prescriptions des comptes-rendus de réunions
11. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
12. Le mémoire explicatif du candidat
13. Le planning détaillé des interventions remis par le candidat
14. Les textes et réglementations en vigueur
15. Les normes Eurocodes et leurs annexes nationales
16. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux

Les documents législatifs et réglementaires applicables sont ceux en vigueur à la date de remise des offres.

ARTICLE 3- INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Maître d'ouvrage

Préfecture de la Seine-Maritime

- Secrétariat Général Commun Départemental
- Service des Moyens Généraux

Représentants habilités :

- Pascal BRIA
- Responsable Cellule Grands Projets Immobiliers - Chef de projet
- pascal.bria@seine-maritime.gouv.fr

Assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO)

GreenBuilding SAS

- Adresse : 5 rue de Castiglione
- 75001 Paris
- Contact : Julien Grimault
- jgrimault@net-greenbuilding.com

Missions de l'AMO :

- Assistance technique et administrative
- Suivi de l'exécution du marché
- Interface avec les organismes patrimoniaux

Autres intervenants

Organismes patrimoniaux :

- DRAC Normandie (autorisation préalable)
- Architecte des Bâtiments de France (contrôle)

Missions réglementaires connexes :

- Bureau de Contrôle Technique
- Coordonnateur SPS
- Diagnostiqueur

Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s) habilitée(s) à les représenter et notifient cette désignation.

ARTICLE 4- DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PLANNING

Délai global de la mission

Durée totale de la mission : Environ 5 ans à compter de la notification du marché

Planning prévisionnel des études

Notification du marché : Novembre 2025

Calendrier prévisionnel :

Phase études (environ 10 mois) :

- **Notification du marché :** Novembre 2025
- **Phase DIAG/APS :** Novembre 2025
- Janvier 2026 (environ 10 semaines)
- Études DIAG/APS : 6 semaines
- Analyse DIAG/APS : 2 semaines
- **Phase APD :** Janvier 2026
- Avril 2026 (environ 12 semaines)
- Études APD : 9 semaines
- Analyse APD : 2 semaines
- **Phase PRO/DCE :** Avril 2026
- Septembre 2026 (environ 22 semaines)
- Études PRO/DCE : 17 semaines
- Analyse PRO/DCE : 4 semaines

Autorisations administratives :

- **Permis/Déclaration préalable :** Avril 2026
- Août 2026 (environ 4 mois parallèles)
- Élaboration dossier : 1 semaine
- Instruction : 17 semaines

Phase consultation travaux :

- **Consultation marchés :** Septembre 2026
- Février 2027 (environ 5 mois)
- **Préparation chantier/EXE :** Février 2027
- Octobre 2027 (environ 8 mois)

Phase travaux (environ 28 mois) :

- **Démarrage travaux :** Octobre 2027
- **Phase 1 (Bâtiment D) :** Octobre 2027
- Juillet 2028 (environ 9 mois)
- **Phase 2 (Bâtiment Central) :** Juillet 2028

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

- Avril 2029 (environ 9 mois)
- **Phase 3 (Retour de liaison) :** Avril 2029
- Février 2030 (environ 10 mois)
- **Réception définitive finale :** Février 2030

Contraintes de planning spécifiques

Points d'arrêt obligatoires :

- Validation DRAC après chaque phase d'études (DIAG/APS, APD, PRO/DCE)
- Présentation d'échantillons matériaux à l'ABF avant phase PRO
- Validation des prototypes techniques avant consultation travaux
- Coordination avec les travaux de l'église de la Madeleine
- Phasage des travaux en 3 zones successives avec réceptions intermédiaires

Jalons critiques :

- **Été 2026 :** Obtention autorisation administrative (PC/DP)
 - **Février 2027 :** Notification marchés travaux
 - **Automne 2027 :** Démarrage travaux Phase 1
 - **Été 2028 :** Réception Phase 1 (Bâtiment D)
 - **Printemps 2029 :** Réception Phase 2 (Bâtiment Central)
 - **Hiver 2030 :** Réception définitive Phase 3 (Retour de liaison)
-

ARTICLE 5- PRIX ET RÈGLEMENT

Nature des prix

Forme du prix : Prix global et forfaitaire révisable

Modalités de règlement

Répartition des paiements :

Selon DPGF annexée.

Délai de paiement : 30 jours après réception de la facture et à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Païement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIAG, APS et APD, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel définitif des travaux défini au 6.1 ci-dessous, et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIAG, APS et APD.

Montant de l'acompte :

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) état périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c) décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante ; ce montant

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement:

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- des pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément au chapitre « pénalités et retenues pour retard d'exécution » du présent CCAP.

d) acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° le montant du décompte périodique ci-dessus,

2° l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente.

3° l'incidence de la TVA,

4° les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément au chapitre « pénalités et retenues pour retard d'exécution » du présent CCAP.

5° le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

SOLDE

NOTA : le règlement du solde intervient à l'issue de la période de parfait achèvement d'une durée de 1 an (travaux de bâtiment), avec paiement d'un pourcentage de l'élément de mission « Assistance aux opérations de réception » (AOR) suivant les dispositions prévues au présent CCAP.

e) Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG PI, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

1. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
2. La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage ;
3. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
4. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (1) diminué des postes (2) et (3) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Décompte général : (si paiement sous forme d'acomptes)

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

1. Le décompte final établi par le titulaire du marché,
2. L'état des pénalités, le cas échéant.
3. L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final,
4. La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

5. Quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire,
6. Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En cas de désaccord, le titulaire adressera au représentant du pouvoir adjudicateur une lettre de réclamation dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG PI.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire dans les délais stipulés ci-avant, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Quarante-cinq jours après la notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire et sans réaction de ce dernier, le décompte général est réputé être tacitement accepté et devient décompte général et définitif.

CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. (sauf annexes financières).

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-1au R.21919 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 % pour les marchés publics passés par l'État.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

SOUS-TRAITANCE

Présentation d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique et de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire ATTR12 complété ainsi que l'ensemble des pièces requises.

Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4.

Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Modalités de révision des prix

la révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle :

- Io est la valeur prise par l'index ING Base 2010 diffusé par l'INSEE au mois m 0.

- Im est la valeur prise par l'index ING diffusé par l'INSEE au mois m (mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4 du présent CCAP est dû au MOE).

au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

- **Initiative du calcul de la variation des prix :**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Les demandes de paiement sont présentées à l'acheteur accompagnées des pièces permettant de justifier le calcul de cette variation en incluant l'effet de la variation des prix.

Mois d'établissement des prix du marché

Le mois d'établissement des prix est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Langue et monnaie

Tous les documents doivent être rédigés en français. Les prix s'entendent en euros hors taxes.

Modalités de transmission des pièces de paiement

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : **<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>**

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur pour chaque bon de commande.

Ces 2 derniers éléments seront transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

Pénalités et retenues pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI en cas de retard dans la présentation des documents, le titulaire du marché subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire est fixé ci-après : :

- la formule de calcul :

$P = V \times R / 100$ où :

- **P** = montant de la pénalité
- **V** = valeur des prestations en retard (hors TVA, hors variations de prix)
- **R** = nombre de jours de retard

- Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de retard.
- les pénalités s'appliquent sans exonération de montant et dès le premier euro.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, le délai court à partir du lendemain de la date limite d'exécution .

Autres pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Dans le cas d'absence injustifiée à une réunion à laquelle est convié le titulaire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 €.

Dans le cas du dépassement du délai de signalement de changement de personne intervenant sur site (conformément à l'article 3 du présent CCAP). Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 € par jour calendaire de retard.

Dans le cas de documents fournis incomplets, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 € par document.

Dans le cas de la méconnaissance de l'obligation de discrétion , le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 300 €.

Les pénalités ne sont pas plafonnées.

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

6-1. Coût prévisionnel définitif des travaux

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini dans le présent DCE .

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 ETUDES), mois de la date limite de remise des offres.

Le MOE s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études d'Avant Projet Définitif (APD).

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

AVENANT « FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION »

Après approbation de l'Avant Projet Définitif par le maître d'ouvrage, un avenant basé sur la nouvelle estimation fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le MOE s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la libre négociation.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

6-2. Tolérance sur le coût prévisionnel définitif des travaux

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, définie à l'issue de l'APD, est assortie du taux de tolérance défini au chapitre « Engagement sur le coût des travaux » de l'Acte d'Engagement.

6-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux C, sur lequel s'est engagé le MOE, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au MOE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

6-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage. Il est ramené en valeur mo des études du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement Cr défini ainsi :

$$Cr = BT01e / BT01t$$

avec : BT01e = Valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m0 des études du marché de maîtrise d'œuvre ;

BT01t = Valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m0 des offres du marché de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance prévu à l'article 6.2 ci-dessus et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le MOE a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le MOE fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le MOE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

6-5. Variantes pour les marchés de travaux

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

ARTICLE 7. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le MOE est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant les entreprises et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

7-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

AVENANT « COÛT INITIAL DES MARCHES DE TRAVAUX »

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet (EXE-DET-AOR).

7-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assortie du taux de tolérance défini au chapitre « Engagement sur le coût des travaux » de l'Acte d'Engagement

7.3 Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois précédent la date de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

7-4. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 7.3 ci-dessus.

7-5. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations réellement exécutées dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix..

Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du MOE (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

7-6. Travaux modificatifs ou supplémentaires

7-6.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandé par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 1 ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportée par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 7-4 ci-dessus.

7-6.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

7-7. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 7-3 et 7-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$20 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

7-8. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de huit jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

7-9. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 7-5.2 ci-dessus.

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 8 du CCAP.

ARTICLE 8 - CONTRAINTES PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

Contraintes patrimoniales

Obligations spécifiques :

- Respect du cahier des charges ABF et procédures DRAC
- Utilisation de matériaux identiques à l'existant selon validation ABF
- Application de techniques traditionnelles privilégiées
- Documentation photographique avant/après intervention
- Présentation d'échantillons obligatoire et validation matériaux

Validations requises :

- Autorisation DRAC préalable aux travaux
- Validation ABF des matériaux et techniques aux points d'arrêt définis
- Procédures de validation selon planning établi

Contraintes d'exploitation

Site occupé en permanence :

- Préfecture en activité continue (env. 500 agents /jour+ 58.000 visiteurs/an)
- Maintien de la sécurité et de l'accès des usagers
- Nuisances limitées aux heures ouvrables selon contraintes d'exploitation
- Information/communication préalable obligatoire

Phasage obligatoire :

- **Zone 1 :** Bâtiment D (automne 2027 à été 2028)
- **Zone 2 :** Bâtiment Central (été 2028 à printemps 2029)
- **Zone 3 :** Retour de liaison (printemps 2029 à hiver 2030)
- Étanchéité assurée en permanence sous parapluie
- Réception intermédiaire obligatoire à la fin de chaque phase

Détail des phases travaux : Chaque phase comprend environ :

- Mise en sécurité des locaux (1 semaine)
- Montage échafaudages et lift (3 semaines)
- Protection des combles (2 semaines)
- Dépose couverture existante (5 semaines)
- Traitement parasitaire et renforcement charpentes (8 semaines)
- Repose couverture complète avec voliges (12 semaines)

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

- Reprises doublages et finitions (3 semaines)
- OPR et levée réserves (3 semaines)
- Démontage et repli matériel (2 semaines)

Coactivité :

- Coordination avec travaux église Madeleine (chantier simultané)
- Préservation isolation soufflée 2022 impérative
- Maintien fonctionnement équipements techniques (CTA, désenfumage)

Contraintes logistiques

Accès et circulation :

- Cour d'honneur préservée
- Base vie limitée à la cour 1
- Charges au sol max : 1000 kg/m² (cour 2)
- Maintien accès pompiers obligatoire

Stockage et manutention :

- Tri et réemploi ardoises (40%)
 - Stockage ventilé matériaux
 - Protection éléments décoratifs
 - Évacuation sélective déchets
-

ARTICLE 9 - COMPÉTENCES ET MOYENS REQUIS

Compétences minimales obligatoires

Le candidat doit réunir (seul, en groupement ou avec des sous-traitants) les compétences suivantes :

1. Architecture patrimoine
 - Architecte HMONP avec expérience Monuments Historiques
2. Ingénierie structure bois
 - Spécialisation charpentes anciennes et techniques traditionnelles
3. Expertise couvertures traditionnelles
 - Ardoises, zinguerie, techniques d'époque
4. Économie construction patrimoine
 - Estimation spécialisée, coûts techniques traditionnelles
5. Coordination chantier complexe
 - Site occupé, coactivité, logistique contrainte
6. Interface ABF/DRAC
 - Procédures autorisations, validation matériaux/techniques

Qualifications spécialisées patrimoine :

- Architecte HMONP avec expérience avérée Monuments Historiques

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

- Formation patrimoine : ACMH, DPLG patrimoine, ou formation spécialisée équivalente
- Équipe technique : BET structure spécialisé charpentes anciennes, économiste construction patrimoine

Moyens techniques spécialisés

- Équipe qualifiée : Architecte patrimoine + BET spécialisé + économiste patrimoine • Outils de relevé : Scanner 3D, photogrammétrie, relevé pierre à pierre
- Méthodes diagnostiques : Sondages non-destructifs, analyse pathologies bois • Coordination DRAC : Procédures validations, échantillonnages, points d'arrêt

Prestations techniques détaillées

Charpentes :

- Diagnostic approfondi (sondages destructifs/non-destructifs)
- Consolidation technique traditionnelle (tenons-mortaises, assemblages)
- Traitement fongicide/insecticide Xylophène généralisé
- Mise aux normes (lignes de vie, charges Eurocodes)

Couvertures ardoises :

- Dépose sélective et tri 3 catégories avec réemploi 40%
- Fourniture neuve conforme NF EN 12326-1 et échantillons DRAC
- Pose traditionnelle pureau brouillé, fixation clous cuivre
- Ouvrages spéciaux (noues fendis, arêtières taillés, faîtages croisés)

Étanchéité/Zinguerie :

- Métaux nobles (zinc naturel 0,7-1mm, plomb 99,9%, cuivre rouge)
- Redimensionnement évacuation EP, ventilation sous-toiture
- Soudures étain, fixations invisibles, jeux dilatation

Installation chantier :

- Échafaudages patrimoine avec parapluie étanche permanent
- Protection isolation/machines combles, bâchage ventilé
- Accès : lifts chantier, base vie, signalétique sécurité

Méthodologie d'intervention

Protection du patrimoine :

- Échafaudages avec parapluie étanche permanent
- Protection isolation et équipements techniques
- EPI patrimoine obligatoires, dispositifs anti-chute
- Techniques manuelles privilégiées, protection éléments décoratifs

Phasage des travaux :

- Accès extérieur uniquement via échafaudages (combles encombrés)
- Protection permanente zones sensibles sous bâchage ventilé
- Maintien étanchéité entre phases successives

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

- Documentation continue des interventions

Variantes

Variantes autorisées : Non Le respect des contraintes patrimoniales, des techniques traditionnelles imposées par l'ABF et la complexité de coordination DRAC ne permettent pas d'autoriser les variantes.

ARTICLE 10 - ASSURANCES ET GARANTIES

Assurances obligatoires

Responsabilité Civile Professionnelle :

- Couverture adaptée à la nature et à l'importance de l'opération
- Extension patrimoine classé obligatoire
- Garantie rétroactivité 5 ans

Dommages-Ouvrage spécialisée :

- Extension Monument Historique
- Garantie techniques traditionnelles

Garanties spécifiques

Garanties techniques :

- Décennale adaptée patrimoine et techniques traditionnelles
- Réversibilité interventions selon principes patrimoniaux
- Durabilité matériaux 30 ans minimum garantie
- Documentation complète interventions pour maintenance

Capacités financières et économiques

- Chiffre d'affaires suffisant sur les 3 derniers exercices
 - Assurances spécialisées : RC professionnelle avec extension Monument Historique
 - Garantie décennale : Couverture techniques traditionnelles et réversibilité
-

ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ

Obligations de confidentialité

Le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants doivent respecter l'obligation de confidentialité concernant :

- Les informations techniques du bâtiment et organisation Préfecture
- L'organisation des services et mesures de sécurité du site
- Les contraintes particulières liées au fonctionnement préfectoral

Mesures de sécurité spécifiques

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Accès au site :

- Badges d'accès nominatifs obligatoires délivrés par la Préfecture
- Respect strict des consignes Vigipirate en vigueur
- Contrôle systématique des intervenants et matériels
- Information préalable des services de sécurité pour toute intervention

Frais de candidature

Les frais engagés pour l'établissement des candidatures restent à la charge des candidats, y compris les frais de visite et de déplacement.

ARTICLE 12 - RÉCEPTION ET GARANTIES

Conditions de réception

Réception des études :

- Validation technique par l'AMO et vérification complétude
- Approbation DRAC/ABF obligatoire selon procédures établies
- Conformité au programme et aux exigences contractuelles

Réception des travaux :

- Opérations préalables à la réception (OPR) avec contrôles spécialisés
- Levée réserves sous contrôle ABF et validation DRAC
- Documentation patrimoniale complète et archivage
- Formation équipes de maintenance aux techniques spécifiques

Documents de fin de mission

Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) spécialisé :

- Plans de récolement patrimoniaux avec détails techniques
- Carnet d'entretien techniques traditionnelles et matériaux nobles
- Fichier fournisseurs matériaux spécialisés et références
- Archivage numérique conforme exigences DRAC
- Complétude de la maquette numérique BIM

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, en un seul exemplaire sur support papier relié.

En complément de cet exemplaire les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odt.

Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, d'un délai de deux mois pour faire part de sa décision.

Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. pour faire part de sa décision.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, d'un délai de deux mois pour faire

Achèvement de la mission

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du MOE.

Garantie des prestations

L'article 30 du CCAG-PI est applicable dans les conditions suivantes :

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an à compter de la notification de la décision de réception.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Coordination obligatoire

Interface organismes patrimoniaux :

- Réunions périodiques DRAC/ABF selon planning établi
- Validation points d'arrêt et procédures d'autorisation
- Présentation échantillons/prototypes avec documentation
- Reporting mensuel avancement et conformité patrimoniale

Coordination projet :

- Réunions hebdomadaires chantier avec tous intervenants
- Interface travaux église Madeleine (coordination planning)
- Communication services Préfecture (information usagers)
- Gestion coactivité permanente et maintien des fonctionnalités

Renseignements complémentaires

Toute demande de renseignement doit être formulée par écrit via la plateforme, au plus tard 8 jours avant la date limite de candidature. Les réponses seront communiquées simultanément à tous les candidats.

Modifications en cours d'exécution

Toute modification substantielle nécessite :

- Accord préalable DRAC/ABF avec justification technique
 - Validation technique AMO et conformité programme
 - Avenant au marché si impact financier significatif
 - Mise à jour documentation et archivage modifications
-

ARTICLE 14 - RÉSILIATION- LITIGES

Cas de résiliation spécifiques

Outre les cas prévus au CCAG-MOE, le marché pourra être résilié :

- En cas de non-respect grave des contraintes patrimoniales
- Défaut d'autorisation DRAC définitive ou retrait d'autorisation
- Non-conformité grave aux techniques traditionnelles imposées
- Manquement aux obligations de coordination et coactivité

Règlement des litiges

Procédure amiable obligatoire :

- Médiation par l'AMO avec expertise si nécessaire
- Expertise technique contradictoire par organismes spécialisés
- Arbitrage DRAC si nécessaire sur aspects patrimoniaux

Réfection des toitures de l'Hôtel-Dieu

Préfecture du département de la Seine Maritime et de la région Normandie

Recours

Conformément aux articles R551-1 et suivants du Code de justice administrative, les candidats disposent d'un délai de 2 mois à compter de la notification pour exercer un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Juridiction compétente : Tribunal Administratif de Rouen

ARTICLE 15 - DOCUMENTS APPLICABLES

Nomenclature communautaire (CPV)

Classification principale : 71221000-2 Services d'architecture pour bâtiments
secondaires : 71240000-2 Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

Textes de référence

- Code de la commande publique (notamment Articles L2124-2, R2124-2 et L2171-7 à L2171-10)
- Loi MOP intégrée au CCP
- Code du patrimoine (monuments historiques)
- Décret n° 2021-476 du 19 avril 2021
- Arrêtés techniques bâtiments classés DRAC
- DTU série 40 (couvertures et zinguerie)
- Règles de l'Art patrimoine (CAPEB/FFB/Compagnons)

Normes techniques

- NF EN 12326-1 (ardoises naturelles de couverture)
- DTU 40.11 (couvertures en ardoises naturelles ou en fibres-ciment)
- DTU 40.5 (évacuation des eaux pluviales)
- Eurocodes structure bois (NF EN 1995)
- Cahiers techniques CSTB patrimoine et techniques traditionnelles

ARTICLE 16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles suivants dérogent au C.C.A.G. P.I. approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 :

CCAG-PI :

CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 5 Pénalités et retenues	déroge à l'article	14 du CCAG-PI
CCAP 12 Réfaction	déroge à l'article	29.3 du CCAG-PI
CCAP 12 Ajournement	déroge à l'article	29.2.1 (3 ^{ème} alinéa) du CCAG -PI

Ce CCAP comprend 16 articles sur 23 pages.